

UNE RENCONTRE AU SOMMET (ÉTAT ET CAPITAL)...

Imposante réception à Matignon, le 11 décembre dernier. Un événement hors série et bien significatif. Debré (monsieur 4%) recevait le Grand Monde des puissantes affaires. Il faut préparer la mise en œuvre du IV^{ème} plan...

A ses côtés: Baumgartner (de «nos» finances), Giscard d'Estaing (budget), Bacon (travail), Buron (transports), Missoffe (secrétaire d'État au «bœufs» et Commerce), de la Malène (Information... fabriquée), Jeannenay.

Soixante-dix invités triés sur le volet, entouraient M. Georges Villiers (du 4%), président de la «Confédération nationale du patronat français (C.N.P.F.).

Étaient présents, les présidents des fédérations d'industries: métallurgie, mécanique, mines, bâtiment, travaux publics, transports, alimentation, habillement, corps gras, papier, industries chimiques, imprimerie, cuirs et peaux, textiles, banques, P.M.E. (petites et moyennes entreprises).

Pour les grands capitalistes des gros trusts, monopole, consortiums, ententes, unions étaient là ou avaient des délégués (hautement qualifiés). Ces éminents personnages représentaient souvent plusieurs sociétés en groupes.

Cette énumération volontairement limitée, est nécessaire pour mieux saisir ce qu'a d'exceptionnel, d'in-solite aussi, ce rassemblement des grands du capitalisme, des maîtres de notre économie, sur invitation des: «*Princes qui nous gouvernent*».

Il serait possible de donner des noms, avec les titres de bon nombre d'invités. Il vaut mieux en rester là.

Cette extraordinaire rencontre au sommet dépasse en importance, de très loin, tout ce qui a été vu sous cette V^{ème} République et même sous la IV^{ème}.

En fait, le grand capital, par ses technocrates et ceux de l'État, a élaboré le plan quadriennal. Il le met, maintenant en chantier, avec l'appui de l'État.

C'est tout l'ensemble d'une politique concertée, économique et sociale, par rapport au IV^{ème} plan, qui a été l'objet de cet inquiétant colloque à Matignon = (État + capital) ou Debré et patronat français. Il est tenu certainement sur les ordres et avec la bénédiction du général-Président Charles-le-Grand.

Il reste maintenant à réaliser l'intégration des organisations syndicales ouvrières et par elles, à passer à la mise en condition, puis sous tutelle, des travailleurs.

Il en a été certainement question, sous divers angles, à la réunion de ces Messieurs, le 11 décembre.

UNE CERTAINE DISCRÉTION A ÉTÉ OBSERVÉE AUTOUR DE CES ENTRETIENS

Entre gens du Monde des grosses affaires et de haute politique c'est explicable sans doute. Il y avait peut-être de bonnes raisons à s'en tenir à une publicité fort restreinte. On était entre gens du même milieu, en famille, on pouvait parler librement, mais sans éclat de voix... Les discours sont pour de Gaulle, à l'usage des foules...

D'après la presse, réticente elle aussi, on aurait traité, à Matignon, des problèmes de la production, de

l'expansion intérieure, de l'implantation industrielle dans les régions agricoles ou déshéritées, dans les grands centres. On a parlé promotion sociale de la main-d'œuvre rurale, de l'appoint des travailleurs étrangers, de la fiscalité et du Marché commun.

Debré a souligné le gros effort d'investissement à effectuer pour atteindre les objectifs du plan et assurer sa rentabilité.

On a laissé entendre que d'autres problèmes s'étaient débattus aussi, notamment: les salaires (attention à l'inflation), du temps de travail, retraites, suremploi, Sécurité Sociale, intéressement des travailleurs à l'entreprise - le dada de l'U.N.R.; forme classique de l'intégration dans le système. Il a été prévu, à l'issue de cette rencontre, des réunions techniques avec les divers ministères de tutelle.

Rien n'a pour ainsi dire filtré de ces sujets...

Il est à présumer que Debré s'est attaché à la question des salaires et à leur freinage, dans la discipline du plan.

On a été vraiment trop discret autour de cette sensationnelle réunion. C'est inquiétant pour l'avenir des travailleurs. Nous savons ce qu'on peut attendre des «*princes qui nous gouvernent*» et de leurs amis des trusts ou banques.

Dans la structure organique du plan on a désigné des délégués ou représentants de l'État, du capital et du travail. Cette intégration des organisations ouvrières que les syndicats ne peuvent admettre et contre laquelle ils doivent s'élever, serait la disparition pratique du mouvement syndical.

Cela à la faveur de l'application du plan... Les minorités syndicales, comme tous les syndicalistes honnêtes, conscients du danger, doivent s'unir pour organiser la résistance à l'intégration. Il restait déjà bien peu du mouvement syndical, mais ce serait sa fin et toutes les conquêtes ouvrières risqueraient de s'effondrer.

Une réunion comme celle du 11 décembre est particulièrement inquiétante. Représentant de l'État et du capitalisme sont les tenants d'une même cause. Le fait est là. L'économie capitaliste se sentant menacée depuis longtemps tend à une concentration généralisée pour assurer toutes ses forces. En France le plan est «*son affaire*», qui lui permettra d'utiliser de nouvelles techniques par ses technocrates et ceux de l'État. L'intégration des travailleurs est une nécessité pour l'assurer d'atteindre ses objectifs et pour pouvoir se créer des bases pour le Marché commun.

Les bonzes des confédérations syndicales ouvrières n'étaient pas à Matignon, le 11 dernier. Ils ont leurs fauteuils au *Conseil supérieur du plan* ou dans les conseils régionaux, dans la structuration des organismes «*planifiés*». Par contre on a évité de les inviter à cette rencontre au sommet tellement significative.

Les maîtres du capitalisme avaient été invités par les tenants de l'État... Les uns et les autres n'étaient pas là pour faire des discours, mais pour travailler entre amis et compères, préparant le départ de leur plan... Des décisions ont été prises dont nous savons très peu de choses...

De Gaulle, un de ces jours, s'adressant aux foules en parlera peut-être, évoquant l'ambition de la France et autres fariboles, ainsi que de discipline nationale... La mise en condition commencera pour les travailleurs, pour assurer, par eux, le succès du plan, dont les véritables bénéficiaires seront le capital et l'État.

Pour juger des hommes, à la tête des organisations syndicales ouvrières et qui vont participer, à titre consultatif seulement, dans les organismes du plan, il n'est que de relire brièvement cette citation de ces messieurs:

- de Darricau, secrétaire confédéral de la C.F.T.C.: «*Nous aurions souhaité être plus associés à son élaboration. Nous pensons que notre participation doit être plus concrète*».

- de Bothereau, secrétaire général de F.O.: «*C'est un travail particulièrement intéressant, cependant je regrette qu'on n'ait pas suffisamment distingué les chapitres salaires et prix...*».

Arrêtons-nous ici... les deux font la paire et ils mériteraient bien une belle «*voix d'honneur du Canard Enchaîné*».

Écoutons plutôt M. Georges Villiers, président de la C.N.P.F. grand maître du Patronat français... le même jour il déclarait:

... «*Je note avec plaisir que le plan s'établit au niveau des professions, avec le concours des représentants des syndicats et de nos professions. Notre économie est progressive. Il est indispensable de l'expliquer au pays...*», il en de bonnes!

Il a bien raison d'être satisfait! Le plan, c'est une affaire pour lui, pour le capital et l'État, pour les Darricaud, Bothereau, Lebrun (C.G.T.) et d'autres... Pour les syndicalistes et les travailleurs, c'est bien autre chose!

François DELURET.
